

L'ESPAGNE – UNE HISTOIRE SINGULIÈRE

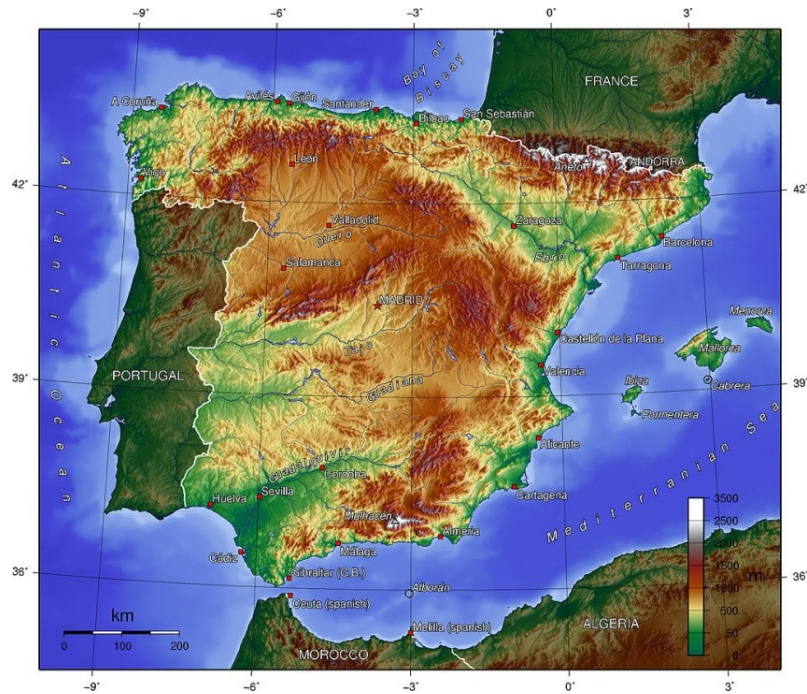
Par Claude Morin
Département d'histoire
Université de Montréal (juin 2018)

Je présente ici les grandes lignes de ce que fut l'histoire de l'Espagne. Mon objectif en écrivant ce texte était de mieux faire comprendre l'Espagne contemporaine dans sa genèse, ses traditions, ses problèmes non résolus, dans ces éléments qui ont façonné la culture politique de ses citoyens. Cette synthèse repose sur une fréquentation de près d'un demi-siècle de l'Espagne (cinq séjours depuis 1972), de son histoire comme de sa culture, une fréquentation motivée par l'intérêt encore plus ancien et durable que j'ai porté à l'Amérique latine, ma région de spécialisation à titre d'historien. Mes dettes les plus importantes et récentes apparaissent dans la bibliographie. J'ai fait suivre ce survol d'une chronologie.

L'Espagne a-t-elle jamais existé comme **unité** et, si oui, depuis quand ? « Il n'est pas simple de répondre, note Jean-Pierre Alamaric, tant les facteurs géographiques et les acteurs humains ont agi diversement sur le destin d'un promontoire européen tourné vers l'Occident[, mais orienté aussi vers l'Afrique, ouvert sur l'Atlantique et sur la Méditerranée]. C'est de l'**Orient**

qu'il a reçu les apports les plus féconds : thalassocraties de Phénicie, de Grèce, de Carthage, voire même domination impériale de Rome, s'ouvrant à son tour à la diaspora juive et à l'expansion du christianisme, jusqu'à la monarchie « barbare » des Wisigoths et à la fulgurante conquête arabe qui en fait une tête de pont de l'islam. À d'autres moments, il a paru se souder à l'**Afrique**, soit pour subir sa domination

(avec les Empires almoravide et almohade), soit pour la soumettre (jusqu'au XX^e siècle, avec le protectorat marocain). Il reste que les Pyrénées n'ont jamais isolé son devenir de celui de l'Europe : peut-on ignorer que l'art du paléolithique unit Altamira à Lascaux, que les Celtibères sont les cousins des Gaulois, que villes et campagnes gardent les mêmes traces de l'ordre romain ? Sans les moines de Cluny et de Cîteaux, qu'en eût-il été du christianisme ibérique ? Depuis la fin du Moyen Âge, les heurs et les malheurs, les exploits et les épreuves des peuples d'Espagne sont partie intégrante de l'histoire de l'Eu-



rope, à laquelle ils ont ouvert les portes du Nouveau Monde. »

À l'Ibérie continentale et montagnarde, que caractérisent les difficultés d'accès et la brutalité des conditions de vie, donc austère, s'oppose une Ibérie périphérique maritime et féconde, donc riante. La seconde ressent mal l'attraction de son arrière-pays. Elle tourne le dos aux plateaux du Centre. À plusieurs reprises, les régions du littoral ont eu des destinées autonomes. Comme l'écrit P. Vilar, elles n'ont jamais eu assez d'ampleur territoriale ni d'énergie politique assez continue pour entraîner la presque île entière. L'histoire de l'Espagne a donc comporté sans cesse « une lutte entre la volonté d'**unification**, manifestée généralement à partir du Centre, et une tendance non moins spontanée – d'origine géographique – à la **dispersion**. »

1. L'Espagne abrite les vestiges parmi les plus anciens, sinon les plus anciens, du peuplement humain en Europe. L'apparition de l'homme y remonte à 800 000 ans, l'âge de l'homme d'Atapuerca (près de Burgos). La corniche cantabrique compterait 130 sites du paléolithique supérieur (-30 000 ans), dont ceux de Morín, Altamira, Tito Bustillo, etc. Le peuplement en place à la fin du paléolithique (avant le II^e millénaire) serait à l'origine de la spécificité linguistique et culturelle des Basques. Au néolithique, les côtes est et sud de la péninsule sont occupées par les Ibères. À la fin du II^e millénaire avant notre ère, les Ibères sont rejoints par les Phéniciens qui installent des comptoirs sur le littoral, tandis que les Celtes franchissent les Pyrénées et se mêlent aux populations autochtones. Mêlés aux Ibères, ils formeront le peuple celtibère. En développant des comptoirs, des colonies, des villes (Sagonte, Cartago Nova), Grecs et Carthaginois achèvent de faire entrer la péninsule Ibérique dans le circuit commercial méditerranéen.

2. La rivalité Carthage-Rome se réglera à l'avantage de Rome. La conquête romaine créa l'*Hispania*, la matrice de la future Espagne. La romanisation fut déterminante pour l'histoire de la péninsule. Latinisation, création de structures politico-administratives (provinces, gouverneurs, cités, municipes), principes du droit, réseau routier, grandes infrastructures (ponts, aqueducs, murailles), nouvelle toponymie, idée de citoyenneté, nouvel ordre social (ordre sénatorial, équestre, décurion), culture romaine, nouveaux systèmes religieux, voilà autant d'éléments et de domaines de l'héritage romain en Hispanie. Rome donna une formidable impulsion à l'urbanisation. Des 400 villes que compta l'Hispania, une centaine intégrèrent les constructions inspirées de Rome (thermes, théâtres, basiliques, arcs, cirques, adduction, forum, etc.). L'Hispanie finit par être l'une des provinces les plus romanisées de l'empire au point que Rome lui accorda la citoyenneté latine. Trois empe-



reurs (Trajan, Hadrien et Théodose) naquirent en Hispanie. Rome donna ainsi sa première identité à l'Espagne, une identité essentiellement romaine, même pas hispano-romaine.

3. La christianisation de la péninsule fut lente et tardive, sans égard à la légende d'une évangélisation précoce par saint Jacques. Elle ne fut générale qu'au IV^e siècle, donc après la conversion de Constantin en 313. L'Église affronta la première dissidence, avec le mouvement autour de Priscilien, évêque d'Ávila, exécuté en 385.

4. L'Hispania subit le déferlement des « Barbares », des peuples germaniques (Vandales, Alains, Suèves) au V^e s. Installés dans le sud de la France (Toulouse), les Wisigoths, un peuple germanique romanisé, allié (« fédéré ») de Rome, sont refoulés par les Francs et s'installent en Hispanie. Les **Wisigoths** firent de l'Espagne un royaume, un État, avec Tolède comme capitale. Des idéologues (auxquels se rattache Franco) ont fait des Wisigoths les créateurs de l'Espagne sans égard au fait que les Wisigoths mirent du temps à unifier la péninsule (voir la carte). Et quand ils le firent, d'abord en abandonnant l'arianisme pour le catholicisme (en 589), puis en promulguant un code légal, le *Liber Iudicium* (en 654), ils ne représentaient toujours qu'une élite, peut-être 150 000 parmi 4 millions d'*hispanos*, donc une minorité. Leur présence en sol ibérique ne constituait pas une rupture, étant en continuité avec la romanisation de la péninsule. Le latin demeurait la langue officielle. Hispania demeurait le nom géographique. L'histoire du royaume wisigothique fut avant tout une succession de règnes éphémères déterminés par l'usage de la force et l'usurpation. C'était un État instable comme le démontre sa fin rapide, taraudé par des conflits avec l'aristocratie. Il n'empêche que les « Goths », qui furent plus Romains que les Romains, tant ils avaient assimilé les normes et la culture romaines, avaient créé le premier royaume européen successeur et continuateur de Rome.



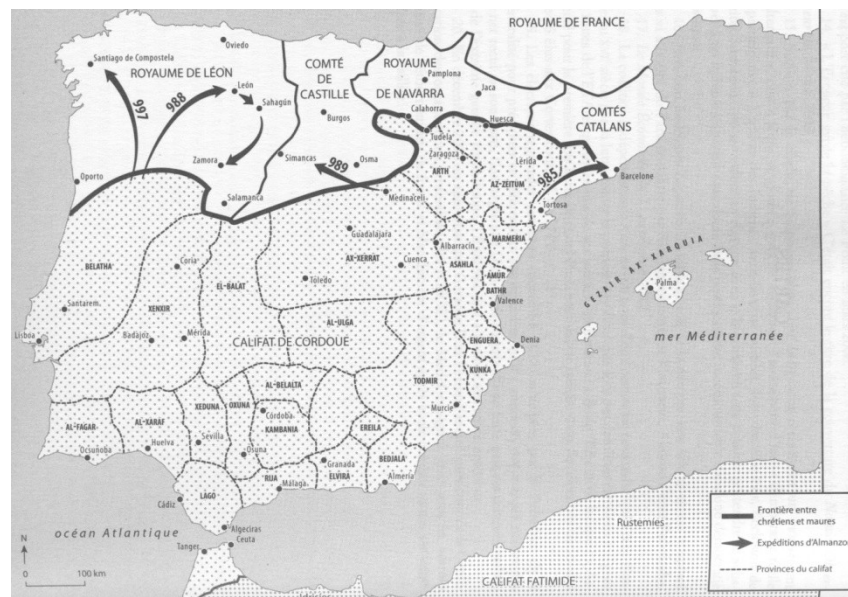
5. En 711, des troupes musulmanes envahirent la péninsule à l'invitation d'une des factions nobiliaires, les Witi-za. En l'espace de quelques années, les armées musulmanes (constituées avant tout de Berbères venus du Maghreb) allaient conquérir presque toute la péninsule. N'allait subsister qu'une frange chrétienne en Cantabrie, dans les Asturies et dans la zone pyrénéenne. La Bétique, la région la plus romanisée de l'Hispanie, allait se transformer presque du jour au lendemain en **Al-Ándalus**, une région arabisée et islamisée. Puis, entre les X^e et XV^e siècles, l'Hispanie allait se transformer



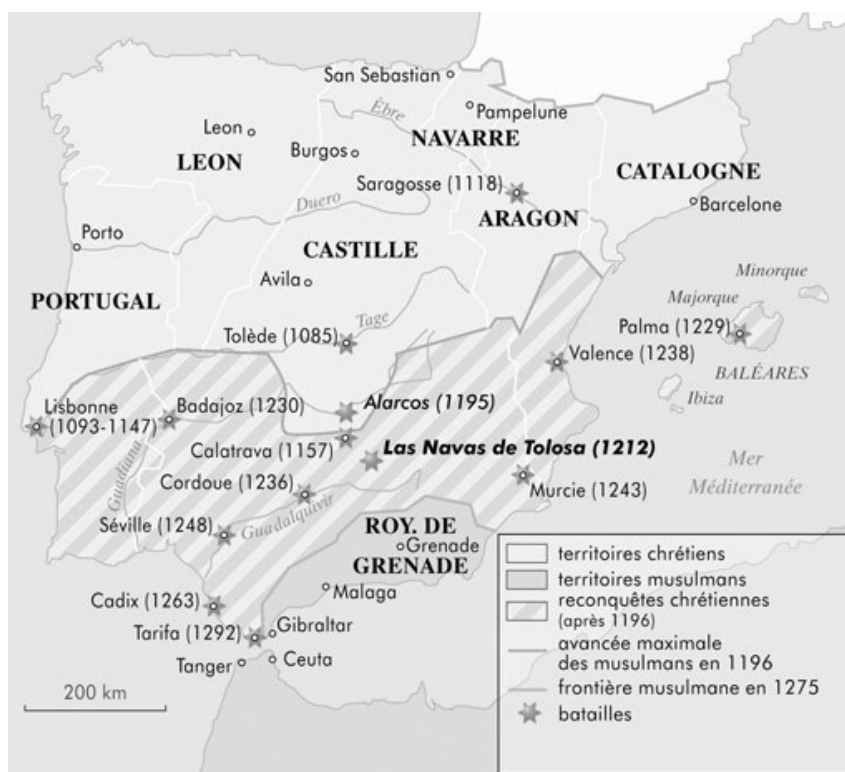
d'un État arabisé et islamisé (Al-Ándalus) en un ensemble de quatre royaumes chrétiens (Castille-León, Navarre, Aragon et Portugal) et un royaume musulman (Grenade). Pendant près de huit siècles, la péninsule s'est ainsi trouvée partagée politiquement et culturellement entre deux civilisations : l'Orient musulman et l'Occident chrétien. L'Espagne médiévale a été singulière dans la mesure où ont coexisté sur un même territoire des groupes sociaux pratiquant des religions différentes.

6. Al-Ándalus s'intégra comme une province du califat omeyyade de Damas. Quand les Abbassides renversèrent le califat de Damas et installèrent le califat à Bagdad en 750, c'est un survivant de la dynastie omeyyade qui vint en Al-Andalous, fondant l'émirat de Cordoue (756) que son petit-fils Abd al-Rahman III, profitant de l'affaiblissement du califat de Bagdad, allait transformer en califat en 929, ce qui en faisait le dirigeant politico-religieux suprême de l'*Umma*. Le califat (sunnite) de Cordoue allait durer un siècle (jusqu'en 1031). Vers l'an 1000, les royaumes chrétiens devaient représenter quelque 160 000 km² et rassembler un demi-million d'habitants alors que le califat de Cordoue régnait sur 400 000 km² et 3 millions d'habitants. En terre d'Islam, en vertu de la *dhimma*, les « gens du Livre », juifs et chrétiens, pouvaient observer leur religion et s'administrer. Avec le temps, ces chrétiens apprirent l'arabe, devenant des mozarabes. Ils prirent des noms arabes, adoptèrent les vêtements et usages des musulmans. Ainsi au X^e siècle, ils ne mangeaient plus la viande de porc et évitaient d'accumuler dans leurs églises des images (peintures, sculptures). Le califat de Cordoue fut un temps de splendeur. Mais il avait ses faiblesses imputables à l'Islam. L'Islam fut toujours une communauté de croyants et non une idée territoriale. Le pouvoir central pouvait coexister avec des semi-États autonomes ayant leurs propres dynasties. La conception arabo-islamique du pouvoir privilégiait la puissance charismatique (politique, militaire et religieuse) s'appuyant sur des clientèles ethnotribales et des loyautés personnelles. Or ce n'était pas tous les califes qui réunissaient les qualités pour fonder une légitimité. En 1031, le califat éclata en une vingtaine de royaumes (*taifas*). À deux reprises, des prétendants venus du Maroc refirent l'unité d'al-Ándalous: les Almoravides (1090-1145) d'abord, puis les Almohades (1147-1212), mais ne réussirent pas à la consolider. C'est le démembrement de l'État de Cordoue qui facilita la Reconquête.

7. Les royaumes chrétiens du Nord furent d'abord des enclaves de résistance tournées vers la défense. La frontière entre les deux civilisations demeurait fluide, faite d'avancées et de reculs au gré des incursions, des razzias, avec la construction de forteresses. L'Espagne



d'alors était plurielle, divisée en cinq royaumes qui affirmaient leur indépendance et leur identité, combattant entre eux autant que contre l'Islam. Les mariages entre dynasties complétaient les guerres comme stratégie d'agrandissement des royaumes. Les rois s'occupaient de repeupler leurs territoires. Mais au-delà de leurs rivalités, les chrétiens se reconnaissent dans la lutte contre l'Islam. La guerre contre les Musulmans est présentée comme une mission divine, une obligation. L'esprit de croisade anime la Reconquête, suscitant la venue de combattants hors d'Espagne, ce que favorisera le pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle. Le mythe d'une Hispania qu'il faut récupérer comme s'il s'agissait d'un héritage devient un moteur. Il amène les Ibériques à s'organiser par et pour la guerre dont les bénéfices enrichissent de larges couches sociales. Les avancées chrétiennes en terres musulmanes entraînent l'absorption de populations étrangères, les mudéjars. Si les moines chrétiens font preuve d'intransigeance à leur endroit, les souverains et les seigneurs cherchent à garder ces artisans et paysans.



8. Entre l'Islam et les chrétiens d'Espagne, les batailles rangées avaient été l'exception. Celle qui se déroula à Navas (vallée) de Tolosa le 16 juillet 1212 scella le destin de l'Espagne. Ce jour-là, au terme de plusieurs combats acharnés, les troupes de tous les souverains d'Espagne, renforcées par quelques contingents étrangers et unies autour d'Alphonse VIII de Castille-León, remportèrent une victoire

décisive sur l'armée musulmane commandée par le calife almohade, Muhammad al-Nâsir. Sur cette lancée, d'autres victoires libéreront des villes et territoires, de sorte qu'en 1266, les musulmans ne conservent plus que le royaume de Grenade qui tombera en 1492 dans le dernier acte de la Reconquête. Sous différents aspects – l'origine des combattants, son caractère de croisade, la participation de tous les royaumes chrétiens, son retentissement et son impact sur l'imaginaire collectif –, la bataille de Las Navas fut un « western liturgique » (G. Duby), d'une importance exceptionnelle dans l'histoire de la reconquête espagnole.

9. Si l'on excepte l'épisode de Las Navas de Tolosa, commandé par la crainte que les Almohades ne reprennent l'offensive et ne récupèrent des territoires, la Reconquête ne

fut pas un projet commun, étant réalisé par des voies parallèles en fonction des ambitions des royaumes et des acteurs. L'union de la Castille et du León ne devint définitive qu'en 1230. Les tentatives d'union entre la Castille et l'Aragon connurent des échecs et des guerres jusqu'au mariage des Rois Catholiques en 1469 et, même après l'union dynastique réalisée en 1479, l'Aragon conserva ses institutions séparées, avec des intérêts qui l'ancraient dans la Méditerranée. Les **Rois Catholiques** ne se dirent jamais rois d'Espagne : ils égrainaient leurs titres et possessions. La Navarre, pour sa part, comptait sur la France pour garantir sa propre survie comme royaume. Le Portugal avait conquis son indépendance et complété précocement sa reconquête. La forte présence sociale de la religion s'exprima aux XIII^e et XIV^e siècles par la construction d'imposantes cathédrales de style gothique (León, Burgos, Tolède), un phénomène urbain, qui prolongeait l'établissement d'abbayes et de monastères, un phénomène plus rural, sous la conduite des moines clunisiens (XI^e s.), puis cisterciens (au XII^e s.). C'est à cette époque que se développèrent des écrits en castillan, en catalan et en galicien.

10. Avec les Rois Catholiques naquit une monarchie absolue qui allait se constituer en une véritable puissance européenne. Le premier projet commun fut de compléter la Reconquête en mettant fin, au terme d'une guerre de dix ans, au royaume de Grenade et en réalisant l'unification religieuse : expulsion des juifs, conversion forcée des musulmans, surveillance des marranes et des morisques par l'Inquisition. Les guerres d'Italie et la défense des nouvelles possessions italiennes obligeront l'Espagne à contenir la France et les Turcs, d'établir à cette fin des alliances internationales réalisées au moyen de mariages avec des héritiers portugais, autrichiens et bourguignons. Ainsi sont posées les conditions pour la naissance de l'Espagne impériale quand Charles I^{er}, roi de Castille et d'Aragon, se fait élire (en achetant des princes allemands, grands électeurs) empereur du Saint Empire romain germanique (Charles Quint). Par un extraordinaire cumul d'héritages, il réunira bientôt dix-sept couronnes ! Il sera à la tête de la plus formidable puissance territoriale qu'un seul homme ait dirigée en Europe. La conquête du Mexique et du Pérou ajoutera bientôt l'Amérique. Jamais un souverain n'aura-t-il été aussi proche d'établir une « monarchie universelle ». Tant de puissance inquiète. La France, surtout, craint d'être prise en étau et se posera en rivale de l'Espagne jusqu'en 1700.

11. Cet immense pouvoir ne doit pas faire illusion. Charles Quint est à la tête d'un empire éclaté, en grande partie ingouvernable. Ses possessions sont dispersées sur un territoire démesuré, partagé entre de multiples espaces : l'espace hispano-italien, l'espace Pays-Bas-Franche-Comté, l'espace allemand, l'espace américain. Les Espagnes sont comme une fédération d'anciens royaumes et principautés autour d'une nouvelle dynastie, les Habsbourg. Comme l'écrit P. Chaunu, l'Espagne « est un singulier pluriel dont la Castille est le noyau fédérateur ». À son accession, Charles I^{er}, né à Gand, duc de Bourgogne, parlait français et devra apprendre l'espagnol. Son entourage venait du Nord et ne connaissait pas le pays. Il importa le cérémonial de la cour bourguignonne. Son règne commença par deux soulèvements (les *Comunidades* en Castille, les *Germanías* à Valence). L'Espagne était un mélange de féodalité et d'État moderne en gestation. Des villes et des régions entières étaient mal saisies par l'autorité de l'État. Sur 700 villes castillanes, 200 étaient placées sous la juridiction royale, le reste dépendant de seigneurs. J. Vicens Vives parle du paradoxe « d'une concentration maximale de pouvoir au sommet

et d'une pénétration minimale à la base ». La diversité des statuts se traduisait par un système de gouvernement « polysynodal » : le roi gouvernait à l'aide de multiples conseils, correspondant chacun à une fonction (la justice, les finances...) ou à un État ou à un ensemble de possessions (les Conseils de Castille, d'Aragon, des Indes...). Ce système très lourd, « bureaucratique », en plus d'être très lent, provoqua d'incessants conflits de juridiction. Philippe II parvint à limiter la paralysie du système en étant un bourreau de travail tout à fait impressionnant. Ses successeurs ne démontrèrent ni le même talent, ni la même ardeur, confiant la gestion à des favoris et différant la prise de décision. Ce n'est que sous les Bourbons, après 1713, sous un souverain étranger, inspiré du modèle louis-quatorzien, qu'on parvint à instaurer une centralisation attentive à l'exécution et d'avancer dans l'uniformisation des lois.

12. L'insertion de l'Espagne dans un empire eut un coût énorme pour les Espagnols, et particulièrement les Castellans. Les besoins territoriaux et militaires dérivés de la défense de l'hégémonie de la maison des Habsbourg engendraient des dépenses disproportionnées, aggravées par le problème des communications sur d'aussi grandes distances. Des guerres répétées et longues drainaient les ressources pour lever et maintenir une armée permanente de 300 000 hommes qu'il fallait payer. Les impôts frappaient la paysannerie, s'ajoutant aux ponctions au profit de l'aristocratie. Les trésors américains ne suffisant pas, des emprunts étaient gagés sur des recettes à venir. L'Espagne dut se déclarer en banqueroute à huit reprises entre 1557 et 1666. La guerre des Flandres fut une catastrophe. La révolte des provinces calvinistes était moins une guerre de religion que l'affirmation d'une identité nationale à laquelle l'Espagne ne répondit que par la terreur. La défaite désastreuse de l'Armada en 1588 résultait d'un engagement insensé. La guerre de Trente Ans épuisa l'Espagne amenée à combattre sur plusieurs fronts éloignés les uns des autres et à affronter la France. Les traités de Westphalie (1648) et des Pyrénées (1659) confirmèrent que la puissance et les ambitions espagnoles sur le continent appartenaient au passé. Son armée (les célèbres *tercios*) réputée la meilleure d'Europe ne faisait plus le poids. Le règne de Charles II, le « roi ensorcelé », signa le déclin. Sa mort sans héritier déclencha une autre guerre, celle pour la succession, opposant le candidat de la France au candidat de l'Autriche.

13. **L'Espagne impériale** (1516-1700) représente un sommet dans l'histoire du pays. L'Espagne acquit un rôle prééminent en Europe et dans le monde. Son empire américain contribua largement à l'enrichissement des autres nations par les produits qu'elles lui livraient par l'entremise de Séville et par les métaux précieux qui irriguaient le commerce international. Elle alimenta la réflexion politique sur les rapports entre pouvoir, économie et religion (*arbitristas*, mercantilisme, Inquisition, Las Casas). Sa fibre créatrice transforma les goûts littéraires et artistiques (roman picaresque, théâtre, Velázquez) et modifia les styles de vie (l'honneur, le faste, la rente, le monastère). Des inventaires tels que la *Bibliotheca Hispana Nova* et *El Museo pictórico y escala óptica* attestent d'une volonté bien arrêtée et peu commune à cette époque de revendiquer et de perpétuer l'héritage national. Pendant près d'un siècle et demi, l'Espagne connut une immense gloire tant militaire que littéraire et artistique. Dans le domaine des lettres, il n'est que de rappeler les noms de Lope de Vega, Tirso de Molina, Calderón de la Barca, Góngora et Cervantès. Dans les beaux-arts, Le Greco, Ribera, Zurbarán, Murillo et bien sûr Velázquez furent les

plus illustres représentants de ce Siècle d'or. Enfin, la vie religieuse et intellectuelle fut marquée par des personnalités dont le rayonnement dépasse leur époque: Ignace de Loyola, François Xavier, François Borgia, Jean de la Croix ou encore Thérèse d'Avila. Le catholicisme fut en Espagne une religion nationale à l'heure où le luthérianisme définissait les États allemands et que l'Angleterre s'identifiait à l'anglicanisme. L'Église comptait vers 1590 une soixantaine de diocèses, près de 90 000 prêtres, moines et religieuses. Elle disposait d'un patrimoine foncier et immobilier colossal. A. Domínguez Ortiz évalue la rente ecclésiastique à 10 millions de ducats vers 1600, soit le sixième ou le septième du revenu total du pays. Cette fortune attirait les vocations intéressées : les ecclésiastiques proliféraient. Les pratiques religieuses, les festivités, les cultes, les dévotions, les miracles, les processions renforçaient le sentiment communautaire des Espagnols. La peinture et la sculpture, à l'exception de Velázquez, célébraient la religion, les vierges, les saints. Les théologiens espagnols furent à l'avant-garde de la Contre-Réforme comme le fut la Société de Jésus fondée par Ignace de Loyola. Le mysticisme trouva en Espagne sa plus grande expression.

14. Comme l'écrit B. Bennassar, « dans l'histoire du monde peu de sociétés ont accumulé autant d'inégalités dans des espaces aussi restreints que l'Espagne du Siècle d'or ». Inégalité fondée sur l'appartenance religieuse des ancêtres, à l'origine des statuts de « pureté de sang » qui déterminaient l'accès aux charges et qui exposaient les gens à la délation auprès de l'Inquisition. Inégalité juridique entre les trois états (aristocratie, clergé, peuple). Rodrigo Vivero écrivait à ce propos en 1632 : « les lois d'Espagne sont comme des toiles d'araignées qui saisissent seulement les moucherons et les moustiques. Riches et puissants échappent au piège, seuls s'y embarrassent les défavorisés et les pauvres ». Inégalité de revenus : vers 1600, les cent nobles titrés (qui totalisaient 134 titres) avait un revenu global de 3,7 millions de ducats, soit une moyenne de 37 000 ducats, alors qu'un compagnon gagnait au plus 90 ducats par an. Pour mieux paraître, les riches accumulaient des domestiques. La richesse des uns multipliait les parasites : ruffians, tire-laines, matamores, catins, etc. L'idéal social se satisfaisait d'une oisiveté au service des armes et de l'Église. Inégalités régionales enfin issues de la Reconquête, tant au niveau des privilèges (*fueros*) que des conditions de vie. Mais ces différences étaient perçues comme « naturelles » et n'étaient pas contredites. L'Espagne était une société respectueuse d'un ordre considéré immuable. Les mécanismes d'imitation et d'émulation (la recherche de l'anoblissement, la défense de l'honneur, le mépris pour les métiers vils) y tenaient un rôle dominant.

15. L'Espagne des Habsbourg s'était appuyée sur un ensemble de symboles et de formes de vie unitaire. Mais le sentiment national, l'idée d'une patrie commune n'existaient pas. Les anciens royaumes et principautés défendaient jalousement leurs franchises, leurs usages et résistaient aux tentatives de réformes et d'uniformisation venues de la Castille. Le duc d'Olivares en avait fait l'expérience vers 1640. La succession de Charles II divisera le pays. Paradoxalement, c'est l'avènement d'un roi d'origine française, Philippe V, qui mettra en marche, avec des conseillers étrangers, des réformes qui feront avancer tant l'État que la nation vers une intégration. Un des premiers actes sera de supprimer les parlements et privilèges d'Aragon et de Valence ainsi que les institutions catalanes. Les libertés municipales seront également supprimées. Le gouvernement est re-

structuré afin de mieux assurer l'exécution des décisions : on supprime les conseils et on crée des secrétariats spécialisés qui relèvent des ministres. L'administration, les finances et la fiscalité connaissent une profonde réorganisation. Les capitaines généraux et les intendants exercent une autorité sur les administrations régionales et locales. Un réseau routier national dont Madrid est le pivot se met en place, prolongé par des canaux navigables en Castille et en Aragon. Le réformisme atteindra son plein développement sous Charles III (1759-1788), le plus grand monarque depuis Philippe II, entouré de ministres remarquables (Aranda, Campomanes, Floridablanca). À la différence d'autres pays, le despotisme éclairé fut mis en œuvre par une équipe dirigeante, non par la volonté d'un seul homme. Mais ces réformes ne purent redresser totalement la situation. Les forces d'innovation, sans doute minoritaires, se heurtèrent aux faiblesses matérielles, aux routines, aux oppositions conservatrices, principalement celles orchestrées par l'Église. Ce sera le désastre de 1808 qui inaugure un siècle perdu pour l'Espagne. Les déchirements qui l'accompagneront accentueront le retard de l'Espagne face à ses voisins.

16. Les gens éclairés avaient discuté du retard de l'Espagne et avaient ébauché des solutions pour y remédier : la réforme agraire, la suppression de la *Mesta* (les éleveurs de moutons), l'élimination des douanes intérieures, la libéralisation des échanges avec les territoires d'outre-mer, des encouragements à l'industrie textile et navale. Mais les circonstances en disposèrent autrement. Charles IV fut un roi médiocre qui confia le gouvernement au favori de la reine, Manuel Godoy, un parvenu que les Espagnols apprirent à détester. La révolution française eut un grand retentissement en Espagne : la monarchie prit peur et suspendit les projets de réformes. L'alliance avec le Directoire fit de l'Espagne un satellite de l'empire napoléonien. Au désastre de Trafalgar succéda l'entrée des troupes françaises en Espagne. Le peuple de Madrid se souleva : la répression du 3 mai fera date, immortalisée par Goya. Profitant du conflit entre Charles IV et son fils Ferdinand, Napoléon obtint l'abdication du premier et l'exil le second, puis installa son frère Joseph Bonaparte sur le trône. Le nouveau gouvernement auquel acceptaient de collaborer plusieurs esprits éclairés, les *afrancesados* (ou les joséphins), projetait d'appliquer un train de mesures révolutionnaires. Une résistance générale accueillit le nouveau régime. Des juntes s'organisèrent dans toutes les régions pour exercer l'autorité au nom de Ferdinand VII. Un double pouvoir se forma : le roi français Joseph I^{er} d'une part (*Pepe Botella* pour les Espagnols) et la Junte centrale bientôt installée à Cadix de l'autre.

17. De 1808 à 1814, une guerre de libération nationale réunit les principales composantes du peuple espagnol contre l'occupation du pays par des armées françaises. Les armées napoléoniennes l'auraient emporté facilement si elles n'avaient pas eu à affronter une guerre nouvelle, celle d'un peuple en armes harcelant sans répit des armées régulières et se dérochant aussi vite à leur lourd appareil, des bandes dirigées par des *caudillos* comme les curés Merino et Tapia, le franciscain Lucas Rafael, l'étudiant Xavier Mina, le cordonnier Juan Martín Díaz (*El Empecinado*). Cette forme de guerre trouvera son nom (*guerrilla*) et ses représentations chez Goya dans ses *Désastres de la guerre*. Elle coûtera aux Français près de 250 000 tués et blessés. Napoléon avait sous-estimé la volonté d'indépendance d'un peuple. La guerre est aussi européenne, dès l'envoi, en 1808, d'un corps expéditionnaire anglais. Les armées anglaises ajouteront le poids décisif d'une force disciplinée conduite bientôt par Wellington qui entreprend une reconquête méthodique, mar-

quée par ses victoires de Talavera (1809), des Arapiles près de Salamanque (1812) et de Vitoria (1813). C'est enfin la première guerre civile de l'Espagne contemporaine. L'Espagne est divisée : des milliers collaborent, alors que la majorité se soulève contre l'envahisseur. Dans une Espagne de 11 millions d'habitants, Miguel Artola estime que les collaborateurs, ceux qui prêtèrent serment au roi Joseph, *afrancesados* ou josephistes, furent 2 millions, soit à peu près le nombre de ceux qui s'étaient ralliés à la résistance de Cadix. Il y avait chez ces *afrancesados* des conservateurs atterrés par le désordre public, mais d'autres étaient des intellectuels qui croyaient à la régénération de l'Espagne, des amis de Goya, qui voyaient en Joseph la possibilité d'en finir avec les vieux démons d'une Espagne attardée.

18. Les « patriotes » sont eux-mêmes divisés en deux camps : les absolutistes et les libéraux. Ceux qui siègent aux Cortes de Cadix sont des jacobins, moins libéraux qu'ils ne le croient, une minorité sans ancrage populaire. Ils rédigeront une Constitution, surnommée la *Pepa*, car elle est promulguée le 19 mars 1812 (fête de saint Joseph). Elle était la plus avancée de son époque. Elle fixa les idées et les principes politiques du libéralisme espagnol : liberté de presse, abolition de l'Inquisition, extinction des majorats, libéralisation de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie, du commerce. Elle instaurait une monarchie parlementaire avec séparation des pouvoirs. La souveraineté résidait dans la nation. Entre le peuple qui se soulève et les Cortes qui rassemblent une minorité éclairée, mais non représentative de l'Espagne profonde, il n'y a aucun contact. Emporté par la propagande des ecclésiastiques et des nobles, le combattant moyen lutte avec un équipement de fortune contre le Français athée et pour Ferdinand VII. Le guérillero arbore des images pieuses telle la Vierge del Pilar. La combativité populaire est au service de la religion et de la tradition. Le divorce entre la combativité populaire et le personnel politique va rester la caractéristique du XIX^e siècle. La guérilla laissera des traces durables. La paix revenue, les chefs auréolés de gloire vont se lancer dans la bataille politique, engendrant une suite de militaires turbulents et ambitieux qui aspireront à détenir le pouvoir. La guerre d'Indépendance de 1808-1814 inaugure une longue et persistante guerre civile qui se prolongera jusqu'à la guerre d'Espagne (1936-1939). L'enjeu sera le conflit entre tradition et révolution, entre libéraux et absolutistes. Un état et une atmosphère de guerre civile ont ainsi contribué à la faiblesse du processus de construction d'un État-nation adapté au nouveau contexte.

19. L'ère des *pronunciamientos* débute dès 1814 quand Ferdinand VII peut enfin régner et renoue avec l'absolutisme. Les collaborateurs prennent le chemin de l'exil, une répression féroce s'abat sur les libéraux qui, pour échapper aux exécutions, s'exilent à leur tour, quitte à tenter des retours armés. Les guerres carlistes ouvriront un nouveau front. Don Carlos, frère de Ferdinand VII, invoquant la loi salique, prétend au trône contre l'héritière désignée, Isabelle II, qui n'a que 3 ans. Le carlisme est un mouvement antilibéral et contre-révolutionnaire dont le mot d'ordre est « Dieu, la Patrie et le Roi » auquel se greffe la défense des *fueros* que les libéraux et Isabelle veulent abolir et que Carlos entend préserver. Le foyer du carlisme sera le Pays basque, la Navarre, la Catalogne, en gros le nord de l'Espagne. Trois guerres se succéderont entre 1833 et 1876. Défaits, les carlistes prendront à nouveau le chemin de l'exil d'où ils conspireront, mais

leurs incursions ne trouveront plus d'écho populaire. Ils se manifesteront à la faveur de la Guerre d'Espagne, puis à propos de la succession en 1969.

20. L'Espagne du XIX^e siècle allait connaître trois problèmes : la reconstruction de l'État pratiquement paralysé vers 1840, la révolution libérale qui multiplie les tentatives infructueuses pour s'imposer, et par conséquent l'instabilité chronique qui en découle. Raymond Carr a caractérisé l'Espagne de cette époque comme un pays d'aristocrates faibles, de généraux politiciens, de spéculateurs, de journalistes éminents et d'avocats, un pays rural, avec 70 % d'analphabètes, avec un pouvoir civil fragile, pauvre en capitaux et en technologie. Le libéralisme, faute d'appui populaire, en était réduit à la conspiration clandestine, liée à la franc-maçonnerie, et au soulèvement d'un militaire mécontent. Les libéraux se divisaient en modérés et en progressistes ou « exaltés ». Cinq généraux animèrent la vie politique entre 1840 et 1868. C'est encore les militaires qui présidèrent à l'expérience démocratique de 1868 (avec une constitution très avancée), ouvrant la voie à l'intermède républicain de 1873, puis à la restauration de la monarchie en 1874. Les militaires n'instaurèrent jamais une dictature, mais intervinrent à travers les partis au nom d'une constitution ou en vue d'une nouvelle constitution. Leur intervention avalisait l'idée que les forces armées étaient l'institution clé de l'État et de la nation ainsi que le garant ultime de l'unité du pays. On a dénombré 52 tentatives de coups d'État en 122 ans : le mot *golpe* (coup) est ainsi passé à juste titre au vocabulaire politique international ! Primo de Rivera en 1933 et Franco en 1936 seront pourtant les premiers à utiliser le coup d'État pour établir une dictature.

21. La Restauration mit fin au cycle des conflits et des guerres civiles engagé en 1808-1814. Elle fut un régime d'ordre au service de la bourgeoisie conservatrice. La participation des militaires à la politique fut interdite. Joaquín Costa a qualifié ce régime par deux termes : oligarchie et caciquisme. Antonio Cánovas del Castillo, un libéral-conservateur, fut le grand architecte d'une certaine concorde au sein de l'élite en instaurant un bipartisme. Le parti libéral-conservateur admettait un certain nombre de réformes. Le parti libéral, dit fusionniste, se voulait plus proche de l'idéal progressiste, préconisant la tolérance religieuse et rétablissant le suffrage universel (masculin). Ces deux partis contrôlaient les élections par la clientèle qu'ils entretenaient à tous les échelons de la vie politique (caciquisme), empêchant toute autre formation de s'exprimer dans le cadre parlementaire. La Restauration présida à une modernisation et à un développement industriel, notamment en Catalogne, au Pays basque et en Asturies. Des changements rapides s'ajoutaient aux transformations timides entreprises sous Isabelle II : la création de la Garde civile en 1844, l'établissement d'un réseau national d'éducation secondaire et universitaire, la refonte du système fiscal, la vente aux enchères des biens détenus en mains mortes (Église, communes), la construction de chemins de fer à partir de 1848 avec des capitaux étrangers. Les sociétés étrangères (françaises, anglaises) investissent également dans les mines de plomb, de cuivre, de fer, de charbon. La Catalogne connut une véritable révolution industrielle fondée sur le textile. Les exportations de vins et du jerez se développèrent. L'agriculture demeurait dans l'ensemble traditionnelle, arriérée en somme, à l'image des latifundios andalous ou des petites exploitations de la Galice. Pendant ce temps, les villes se gonflaient d'un prolétariat en expansion ou adoptaient de nouvelles fonctions. Ainsi Barcelone et Madrid concentraient un million et plus d'habitants

vers 1930. San Sebastián et Santander s'étaient converties en stations balnéaires pour l'élite.

22. Ces progrès s'accompagnent de la naissance de mouvements sociaux nouveaux, les uns animés par les ouvriers, les autres par le développement du sentiment régionaliste. En 1879, Pablo Iglesias fonde le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Des syndicats apparaissent, plusieurs d'inspiration anarchiste, qui s'organisent au sein de la Confédération nationale du travail (CNT) en 1910. Des vagues de grèves se multiplient au tournant du siècle. L'État devra passer des lois favorables aux travailleurs. L'anarchisme trouvera en Espagne un terreau fertile pour son implantation durable. Il se manifestera par l'action directe. Des groupuscules organisent des attentats contre des personnages clés de la Restauration (Cánovas del Castillo) et contre des lieux et des cérémonies emblématiques, tels que la procession de la Fête-Dieu à Barcelone. Ces actions donnent lieu à une répression démesurée qui suscite de nouvelles actions. Le communisme libertaire l'emporte en Andalousie porté par les ouvriers agricoles. Ces changements se répercutent dans les esprits. On assiste à une résurgence du sentiment régionaliste en Catalogne, au Pays basque et en Galice. Cette renaissance s'exprime dans une affirmation des langues régionales, dans la littérature et les arts plastiques. Le modernisme catalan en sera le plus beau fleuron.

23. En 1898, l'Espagne vivra un choc en perdant Cuba, Porto Rico, les Philippines et Guam. L'empire né en 1492 se dissout provoquant une profonde crise de la conscience nationale. L'événement est vu comme le dernier acte d'un drame qui atteste de la décadence de l'Espagne. La guerre d'Indépendance s'était accompagnée de la perte des colonies américaines. Tour à tour les territoires continentaux avaient proclamé leur autonomie, puis leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne. La métropole avait échoué à reprendre l'initiative avec le retour de Ferdinand VII. Les troupes destinées à la reconquête s'étaient révoltées à Cadix en 1820. L'Espagne n'avait pu préserver son contrôle que sur ses colonies insulaires. La « **génération de 1898** » posera un diagnostic pessimiste sur le présent. Les hommes de 98 voulurent à la fois critiquer le complexe espagnol et en exalter le mythe. Du « désastre » naîtra un mouvement pour la « régénération » de l'Espagne. Il coïncide avec l'irruption des nationalismes périphériques. L'aventure marocaine ne pourra dissimuler que l'Espagne n'est qu'un acteur mineur dans le vaste mouvement impérialiste en cette fin du XIX^e siècle.

24. Le régime entre bientôt en crise. Le régénérationisme mélangea selon les gouvernements l'anticléricalisme et les réformes sociales, s'essayant même à une « révolution par le haut » sous Maura. La vie chère, les scandales économiques, les grèves, l'intransigeance anti-catalane, la défaite de l'armée au Maroc susciterent une confusion sociale. Face à une situation difficile, Alphonse XIII suspendit la constitution et confia le gouvernement au général Primo de Rivera (1923-1930). La dictature fut d'abord bien accueillie, car elle rétablissait l'ordre, mais elle échoua quand elle voulut créer un régime corporatiste et militaire inspiré du fascisme. Elle ne put faire face à la crise de 1929-30. Les partisans de la République crurent alors que leur heure était venue. Les antimonarchistes de tout crin signèrent le « Pacte de Saint-Sébastien ». La répression fit prospérer la cause républicaine. À la surprise de plusieurs, la gauche la plus avancée triompha largement aux élections municipales de 1931 présentées comme un référendum sur la monarchie. Le roi

se résigna à l'exil et la République fut proclamée. Chose étonnante : le sang n'avait pas coulé!

25. La dictature avait gouverné et non transformé. La **République** voulut transformer, mais gouverna difficilement. La coalition républicaine-socialiste engagea un ambitieux programme de réformes sur ce qu'elle considérait être les grands problèmes nationaux. Exproprier les latifundios; créer une armée professionnelle, neutre; limiter l'influence de l'Église, séculariser la vie sociale et promouvoir une éducation libérale et laïque; rectifier la centralisation en concédant l'autonomie aux régions ayant une langue et une culture différentes (Catalogne, Pays basque, Galice). Ce programme polarisa la vie politique et sociale. L'anticléricalisme des uns dérangerait énormément, surtout qu'il s'accompagnait d'actes de violence contre le clergé, les lieux et les symboles religieux. Les réformes étaient pour l'opposition une provocation : l'Église, les catholiques, les grands propriétaires et les officiers réagirent, faisant naître plusieurs organisations de droite, telle la Confédération espagnole des droites autonome (CEDA) dirigée par Gil Robles, et d'extrême-droite, dont la Phalange espagnole, créée par José Antonio Primo de Rivera, le fils du dictateur. La République se déploya dans un climat de conspiration permanente. La coalition au pouvoir trouva légitime d'imposer ses réformes à la droite catholique. Son sectarisme excessif lui aliéna l'appui des classes moyennes urbaines et rurales, alors que la lenteur et les limites des changements attisèrent l'impatience à gauche. Bourgeois libéraux, ouvriers et mineurs, paysans sans terres n'avaient pas les mêmes urgences. Ainsi les syndicats anarchistes de la CNT déclenchent une offensive révolutionnaire. C'est dans ce climat tendu que la droite et le centre obtiennent la majorité aux élections à la Chambre des députés en 1933. Pour la gauche, la CEDA (arrivée en tête) est assimilée au fascisme, d'autant plus de Gil Robles a adopté la gesticulatoire mussolinienne. Sa participation au gouvernement entraîne le retrait de plusieurs réformes. Les socialistes se radicalisèrent, rivalisant avec les anarchistes et les communistes. L'Espagne de 1934 vivait au rythme des défilés de chemises multicolores (bleu clair pour les milices socialistes, rouges pour les milices communistes, bleu foncé pour la Phalange, noire pour les JONS). La Catalogne se déclara indépendante. Une insurrection éclata aux Asturies : elle était une tentative de révolution intégrale menée par des syndicats et des partis politiques dans le but avoué de substituer à une démocratie bourgeoise une dictature du prolétariat. Elle fut écrasée par l'intervention de la légion étrangère et d'unités marocaines commandées par le général Franco. Aux élections de février 1936, le Front populaire obtint une courte victoire. Des militaires conspirèrent pour renverser le gouvernement. La droite légaliste est attaquée sur son flanc par la Phalange et les monarchistes. On assiste des deux bords à la montée des extrêmes. Les uns crient au fascisme, les autres dénoncent le bolchévisme. On ne croit plus au compromis. Les paysans occupent les domaines et les ouvriers, les usines. Les milices de droite et de gauche s'affrontent, des personnalités politiques sont assassinées. La gauche opte pour la révolution, alors que la droite se mobilise pour la contre-révolution. Le soulèvement militaire est déclenché dans la nuit du 17 au 18 juillet 1936. Franco se joint rapidement aux insurgés : son adhésion sera déterminante car il commande l'armée du Maroc et ses 30 000 hommes. Mais à la différence des précédents *pronunciamientos*, il y eut une forte résistance. Des milliers d'officiers restèrent loyaux à la République comme ce fut le cas pour le gros de l'aviation et de la marine. La rébellion échoua à Madrid, en Catalogne, au Levant et sur une grande partie de l'Andalousie et du

centre-sud. Elle se heurta à un formidable mouvement révolutionnaire conduit par les syndicats et les partis de gauche.

26. La **Guerre d'Espagne** venait de commencer : contre toute attente, elle allait durer près de trois années. Les deux camps allèrent à la guerre avec enthousiasme. Les Républicains croyaient que le soulèvement échouerait, permettant de résoudre radicalement certaines questions. La droite voulait en découdre. R. Carr a écrit : « L'histoire de la Guerre



civile fut celle de l'organisation de l'enthousiasme au service de l'efficacité militaire ». La guerre allait mobiliser un demi-million de soldats de chaque côté et devenir une guerre totale. Elle occasionna 300 000 pertes, dont 175 000 sur le front et 90 000 dues à la répression (60 000 dans la zone nationaliste et 30 000 dans la zone républicaine, représentée en rose sur la carte ci-jointe, d'après la situation en nov. 1936). Aucun

des belligérants ne faisait de quartiers. Dans les zones contrôlées par les « nationalistes », la répression se traduisit par des massacres comme l'avait réclamés le général Mola. Les tueurs en uniforme étaient souvent débordés par la vindicte assassine de tous ceux qui rêvaient de terroriser les prolétaires et d'en finir avec les intellectuels et petits bourgeois. Dans la zone républicaine, le clergé fut pris pour cible comme du gibier. Les catholiques notoires étaient suspects et payaient souvent de leur vie. Il n'y eut dans le camp républicain ni « doctrine » ni « idéologie » commune. Le « marxisme » qu'on lui prêta tient plus de la caricature que de la théorie. Ce qui compta ce fut la dimension passionnelle, une mentalité de renversement, une passion antireligieuse, une réaction à la « croisade » nationaliste. L'anticléricalisme forcené des uns répondait au national-catholicisme de ceux qui considéraient le catholicisme comme consubstantiel à l'identité espagnole. On éliminait l'ennemi de classe : le bourgeois ici, le pauvre bougre là, tous deux assimilés à l'ennemi sous la foi des apparences. La **lutte de classes** se doubla d'une **guerre de religion**. L'Espagne républicaine vit s'affronter les partisans de la révolution sociale et ceux dont la priorité était de gagner la guerre. Les premiers rassemblaient les anarchistes, les communistes indépendants du POUM et les socialistes de Largo Caballero, face à la gauche bourgeoise du président Azaña, les socialistes réformistes et les communistes. Moscou tenait à maintenir la fiction d'une république bourgeoise, au prix de trahir la « révolution ».

Le courant révolutionnaire, notamment le POUM, fut donc écrasé par les communistes en 1937 avec l'appui des experts soviétiques du NKVD, ce qui engendra une haine durable contre les communistes staliniens bien au-delà de la guerre. La région basque opta pour la République en raison de la promesse d'autonomie, en évitant la violence contre les personnes et les biens. Alors que la zone « nationaliste », dirigée depuis Burgos, vivait sans pénurie, la zone républicaine connaissait le rationnement et le marché noir. Les adhésions furent largement **territoriales** : la masse des Espagnols n'eut que le choix de s'adapter à l'une des deux violences. La République perdit graduellement du terrain : des 35 provinces (sur 50) qu'elle contrôlait au début, elle n'en contrôlait plus que 30 au printemps 1937 et 12 en 1939. Mais elle avait perdu la guerre dans les six premiers mois faute d'avoir exploité dûment les avantages tactiques qu'elle possédait initialement. Pendant que la République discutait de priorités (gagner la guerre ou faire la révolution) et de formules (gouvernement d'unité ou d'union avec Giral, Largo Caballero et Negrín), puis se divisait à la fin entre ceux qui préconisaient une résistance à outrance et ceux qui s'ouvrirent à une paix négociée, Franco, proclamé généralissime et chef du gouvernement national en octobre 1936, unifiait toutes les forces de la droite et profitait d'une meilleure préparation militaire des troupes. L'esprit de « croisade » donnait aux nationalistes un avantage psychologique.

27. La guerre eut aussi une dimension internationale. L'Union soviétique fournit armes et conseillers à la République, ce qui renforça la position des communistes, alors que l'Italie et l'Allemagne envoyaient des troupes, des avions et des chars aux nationalistes. Ainsi la légion Condor (allemande) bombardra Guernica. L'Allemagne vit dans le conflit un terrain d'essai pour ses tactiques et son équipement. Peut-être 60 000 volontaires de 70 nationalités – les Brigades internationales – arrivèrent à l'appel de l'Internationale communiste. La France et la Grande-Bretagne cherchèrent à imposer la non-intervention afin de circonscrire le conflit, se prêtant à ce qui devint vite un marché de dupes. La non-intervention faisait partie de la stratégie de l'apaisement et de l'esprit de Munich. Elle joua dans les faits davantage en faveur des nationalistes. Avant même la fin des combats, les gouvernements français et anglais établirent des relations avec l'État franquiste.

28. La Guerre d'Espagne eut des échos au Canada. Les journaux rendirent compte du conflit. *Le Devoir* prit fait et cause pour les nationalistes. *The Gazette*, en revanche, fit montre de moins de partialité. L'Église voyait dans ce conflit une lutte entre le Bien et le Mal, un affrontement entre le christianisme et le communisme. Les élites québécoises assimilaient le Front populaire espagnol au communisme soviétique. Pourtant aucun Québécois ne prit les armes pour aller défendre le christianisme. Le gouvernement canadien adopta une politique de neutralité analogue à celle pilotée par la Grande-Bretagne à travers le Comité de non-intervention. Il promulgua un embargo sur l'exportation d'armes aux deux belligérants. Avec la Loi sur l'enrôlement à l'étranger, Ottawa criminalisa l'engagement volontaire sous toutes ses formes. Pourtant, près de 1600 Canadiens, dont une trentaine de Québécois, défièrent leur gouvernement et participèrent à la guerre civile contre le régime « fasciste » de Franco. Réunis dans la Brigade Mackenzie-Papineau, ils étaient pour la plupart des travailleurs et des immigrants. La moitié perdit la vie : les survivants, de retour au pays, souvent blessés, furent vilipendés, traités de sbires du commu-

nisme. Plusieurs subirent des enquêtes de la GRC, eurent du mal à retrouver un travail, étant mêmes exclus de participation à la Deuxième Guerre mondiale. Le plus célèbre fut le docteur Norman Bethune qui poursuivit son travail de solidarité en Chine au sein de la Grande Marche. Interrogés en 1986, les survivants étaient encore idéalistes et fougueux. Ils participaient encore de l'esprit de la Guerre froide.

29. La guerre d'Espagne fut le point d'orgue d'un antagonisme plus que séculaire entre deux Espagnes, celle de la « libre pensée » et celle de la « tradition ». Sa sauvagerie fut à la hauteur des passions et des frustrations accumulées. La victoire finale acquise, l'esprit de vengeance continua à animer Franco. Le *caudillo* ne pensa jamais à se faire rassembleur de toute l'Espagne. En vertu d'une loi rétroactive sur la responsabilité politique, la répression s'abattit contre tous ceux qui avaient combattu ou soutenu la République : près de 50 000 personnes furent exécutées entre 1939 et 1945, 300 000 connurent la prison, et autant s'exilèrent. Il fit construire l'immense monument du Valle de los Caídos par des prisonniers politiques. Il procéda à une épuration massive des services, de l'éducation, du journalisme. Il ne sut jamais faire la paix et établir la concorde. Le triomphe ouvrait la voie à un pouvoir personnel, autoritaire, répressif, conservateur, assez flexible pour s'inscrire dans la durée. La dictature ne fut jamais totalitaire. Elle fut franquiste. Franco eut, comme nul autre, la passion du pouvoir, du commandement. Il ne s'enferma pas dans un parti. Il mit sous sa férule tout le Mouvement, y compris la Phalange. Le Mouvement était un conglomérat de forces entre phalangistes, monarchistes, carlistes, militaires et l'Église. Franco arbitrait entre ces forces pour conserver une souveraineté absolue. Chef du gouvernement, il jouait des divergences qu'il entretenait à plaisir; il dosait ses cabinets en y mettant des hommes sans option politique définie afin de les incliner dans son sens. Il avait une aptitude à écouter les avis afin d'exercer un arbitrage politique. Cela lui servait à se faire une opinion : sa décision était généralement celle de la majorité. Ses convictions étaient celles d'un homme d'ordre nourri d'une tradition conservatrice et catholique. Une obsession l'animait : l'anticommunisme. Forte également était sa haine contre la franc-maçonnerie à laquelle avait appartenu un père qui avait abandonné la famille et avec qui il ne se réconcilia jamais. Le temps et la prudence furent ses meilleurs alliés. Il ne s'engagea dans le soulèvement qu'une fois que celui-ci fut lancé. Ceux qui auraient pu lui bloquer le chemin périrent rapidement. Il aurait pu prendre Madrid, mais choisit de libérer les mutins dans l'Alcázar de Tolède, ce qui lui donna le temps de construire son image et de s'imposer comme l'homme providentiel. On croit même qu'il voulut prolonger la guerre afin de détruire l'adversaire. N'a-t-il pas dit au représentant de Mussolini : « Dans une guerre civile, une occupation systématique du territoire, accompagnée du nettoyage nécessaire, est préférable à une défaite rapide des armées ennemies qui laisse le pays infesté d'adversaires. »? Il ne fut jamais ouvert à une paix négociée. On disait de Franco que les dossiers sur son bureau se répartissaient en deux piles, l'une vouée aux problèmes que le temps résoudrait et l'autre à ceux que le temps avait résolus.

30. Les Espagnols lui reconnaissent d'avoir gardé l'Espagne en dehors de la Deuxième Guerre mondiale. La réalité est que le pays était tellement dévasté qu'il ne pouvait s'engager dans un autre conflit. Des approches furent néanmoins faites : au début, Hitler déclina l'offre de collaboration dont il n'avait pas besoin, et quand il en eut be-

soin, c'est Franco qui se déroba, car le vent semblait tourner en faveur des Alliés. En 1945, l'ONU refusa d'admettre l'Espagne. Les vainqueurs considéraient que le gouvernement Franco ne représentait pas le peuple espagnol. L'Espagne fut ostracisée et Franco isolé au plan international. Franco n'en avait cure, confiant que la majorité des Espagnols le soutenait, alors que les opposants étaient en exil ou apeurés. Il joua la carte nationaliste et rallia les Espagnols contre la « conjuration internationale ». Il mit l'accent sur la nature « catholique » du régime. Son « national-catholicisme » combinait une foi simple et l'opportunisme politique. Pendant ce temps, Don Juan, le fils d'Alphonse XIII, installé au Portugal, faisait campagne pour le retour de la monarchie. Il était hors de question pour Franco de céder le pouvoir. Il esquiva le problème en soumettant en 1948 à un référendum un projet de succession en faveur de Juan Carlos (10 ans), fils de Don Juan, transformant la dictature en « régence », ce qui repoussait l'échéance. Juan Carlos dut attendre la mort du Caudillo (en 1975) pour accéder au trône. C'est la guerre froide qui sauva le régime, lui permettant de se présenter comme un « précurseur » de la lutte contre le communisme. En 1953, il céda aux États-Unis des bases militaires en échange d'une assistance économique. En 1955, l'Espagne était admise à l'ONU. Il fallut attendre 1981 pour son admission à l'OTAN et 1985 pour l'entrée de l'Espagne à la Communauté européenne.

31. Le **franquisme** fut une dictature personnelle. Tous les pouvoirs étaient entre ses mains de Franco: chef de l'État, chef du gouvernement, chef du Mouvement, commandant. Les Cortes n'avaient pas de fonctions législatives : ses membres étaient désignés par Franco. Étaient interdits les partis politiques, les mouvements nationalistes, les syndicats, les grèves, les manifestations. La presse et la radio vivaient sous l'emprise de la censure et, faut-il ajouter, du culte de Franco. Caudillo, généralissime, son portrait était omniprésent, son profil apparaissait sur les timbres-postes et la monnaie; ses activités figuraient aux actualités; les avenues, les places portaient son nom. L'adulation eut des effets pervers : elle conforta l'idée que Franco se faisait de lui-même qu'il était le chef providentiel. Lui qui avait douté de lui-même devint narcissique.

32. Le régime franquiste, à ses débuts, sous l'influence de la Phalange, adopta une politique économique nationaliste fondée sur l'autarcie. Aussi créa-t-il un imposant secteur public : chemins de fer, mines, télécommunications, aviation. L'Institut national de l'industrie (1941) construisit des usines et des sociétés pour la transformation des matières premières, la fabrication d'automobiles et de camions. N'ayant aucune compétence en économie, Franco s'intéressait aux résultats tangibles (barrages, centrales, immeubles, usines) sans égard aux coûts (excessifs) et à la rentabilité (médiocre). Les inaugurations étaient des occasions de se mettre en valeur, lui et son régime. Cette politique fut désastreuse : l'inefficacité, l'inflation, le clientélisme et la corruption l'affectaient. Il fallut attendre 1951 pour retrouver le niveau de production de 1936. En 1957, Franco procéda à un changement profond de son équipe : 12 des 18 ministres disparaissaient, dont plusieurs phalangistes. Des techniciens de l'économie et des finances (des « technocrates ») faisaient leur entrée. Plusieurs de ces hommes « nouveaux », notamment Laureano López Rodó, appartenaient à l'Opus Dei. L'ouverture de l'économie allait provoquer un véritable décollage et améliorer le niveau de vie. Il était temps, car les mouvements de protestation étaient apparus contre la vie chère. Des grèves pourtant illégales troublaient

l'ordre. L'Espagne allait se transformer rapidement. Ce sera la « génération du développement ». L'exode rural vint grossir les villes et l'émigration vers l'Europe. Les touristes affluèrent massivement (6 millions en 1960 et 34 millions en 1975) : on a parlé d'« explosion touristique ». Les Espagnols acquirent des autos, des électroménagers et des téléviseurs. Ils conçurent de nouvelles aspirations et des exigences démocratiques. Entre 1960 et 1975, le revenu par habitant fut multiplié par huit. La prospérité nouvelle n'alla pas sans conflits. Étudiants et intellectuels réclamaient des libertés. Des syndicats clandestins se formaient sous l'influence du Parti communiste. Les régionalismes catalan et basque redressaient la tête. L'ETA apparaissait en 1959 : en 1968, elle adoptait la voie armée : affrontements, enlèvements et attentats se multiplièrent. La dictature répondit par des exécutions; les procès et les appels à la clémence embarrassèrent le régime. L'Église commença à prendre ses distances, entraînée par la défense de son clergé catalan ou basque encore plus critique. Elle alla jusqu'à reconnaître dans un texte son inaptitude à prêcher ardemment la réconciliation nationale et à effacer progressivement la distinction entre vainqueurs et vaincus, ce que Franco avait toujours refusé de faire. Le caudillo en fut mortifié, considérant que c'était un « coup de poignard dans le dos ». L'Espagne changeait, mais Franco, malade, se cramponnait, tout en contrôlant de moins en moins la situation. Il régnait toujours, il ne gouvernait plus. Depuis 1970, il était une momie soumise aux pressions du « bunker » (sa femme, son gendre et quelques ultras). C'est l'amiral Luis Carrero Blanco, son plus fidèle allié depuis 30 ans, qui gouvernait de fait. Un attentat par l'ETA lui coûta la vie en 1973. La crise du franquisme ne fit alors que s'amplifier. Le régime ne pouvait se réformer. Il allait mourir avec son créateur, décédé le 20 novembre 1975. Une semaine plus tard, Juan Carlos était proclamé roi par les Cortes. En moins de deux ans, le système politique édifié par Franco était en ruine.

33. L'Espagne avait changé. Manuel Fraga Iribarne, ministre de l'Information, avait réussi en 1966 à faire adopter une loi de la presse qui complétait une libéralisation qu'il avait menée en faveur de l'édition et du cinéma. Cette liberté contingentée, surveillée, même assortie d'amendes, de saisies, était déjà un progrès. En 1969, le même ministre annonça une amnistie pour tous les crimes commis ou supposés durant la guerre civile. Manuel Cortés put sortir de sa cachette. Pendant 30 ans, ce maire qui avait vu plusieurs de ses collègues fusillés, avait vécu claustré dans sa maison; il s'étonna de la dépolitisation qui caractérisait une jeunesse qui ne savait faire la distinction entre libéral et conservateur, tant le franquisme avait détruit les idéologies. Les femmes avaient entretemps investi le monde du travail salarié. En 1975, elles formaient près du tiers des employés du secteur public, mais elles étaient absentes des postes supérieurs. En 1968, dans tout le pays, il n'y avait que 8 femmes titulaires dans les universités. L'Espagne connaît une frénésie de la consommation sensible, à des degrés divers, dans toutes les classes. Les familles rurales ont adopté aussi rapidement que les travailleurs urbains les appareils électroménagers et le mobilier en formica. L'alimentation a peu changé, mais elle est suffisante, ce qui n'avait pas été le cas vingt ans plus tôt. La petite voiture (SEAT 600, 2 CV Citroën) est assez fréquente. Des effets pervers se manifestaient également comme le démontrent, en haut de la pyramide sociale l'affaire Matesa, un scandale politico-financier, et la petite délinquance. La sexualité tendit à se libérer des carcans sous l'effet du tourisme étranger et des voyages pour assister à des films « osés » dans les cinémas de Biarritz ou de Perpignan. Des publications espagnoles se mettent à afficher des créatures

déshabillées, malgré les menaces de saisies. La pratique religieuse chute assez rapidement. L'assistance à la messe dominicale s'établit à 34 % vers 1970, mais avec de forts gradients depuis le Pays basque (71 %) et la Nouvelle-Castille (17 %). Le clergé connut une véritable hémorragie quand les prêtres et les religieux choisissent d'abandonner l'état ecclésiastique, augurant une crise des vocations qui allait s'accroître au-delà de 1975. Au chapitre du divertissement, les Espagnols se passionnent pour la religion du football, une dévotion renforcée par les rivalités de clochers et les retransmissions de la télévision qui devient la reine du foyer ou de la taverne. La télévision ouvrait l'Espagne sur le monde. Une donnée postérieure m'amène à rapprocher l'évolution de l'Espagne au déclin du franquisme avec celle du Québec durant la Révolution tranquille. On assiste là comme ici à un effondrement de la natalité. La fécondité chute de 3,8 enfants par femme mariée en 1970 à 1,7 en 1984, de sorte que ce pays jeune est devenu vieux en 25 ans!

34. Rarement une **transition** de la dictature à la démocratie se fit-elle aussi rapidement sans que n'intervienne une guerre ou une révolution. La chance de l'Espagne fut de trouver en Adolfo Suárez un chef de gouvernement qui se révéla l'homme de la situation. Issu des cadres du *Movimiento*, bien au fait de ses rouages, Suárez comprit l'air du temps. Avec l'appui du roi, il entreprit la transition avec audace, détermination et habileté, sans rupture, à partir de la légalité franquiste. Les Cortes corporatistes acceptèrent la réforme qui annonçait un Parlement élu au suffrage direct. Tous les partis furent légalisés, y compris de Parti communiste. Il en alla de même pour les syndicats. Les premières élections libres eurent lieu en 1977. L'année suivante, une Constitution fut élaborée par une commission pluraliste : elle accordait l'autonomie aux régions et nationalités et reconnaissait toutes les libertés. Juan Carlos prenait au sérieux la réconciliation, en procédant à des nominations parmi les exilés. Une tentative de coup d'État eut lieu en 1981 : les comploteurs croyaient pouvoir rééditer le coup d'État de Primo de Rivera en 1923 et escomptaient d'obtenir l'accord du roi. L'intervention du roi et la loyauté de l'état-major neutralisèrent la sédition. À l'appel des quatre partis, trois millions d'Espagnols défilèrent à Madrid en appui à la démocratie. La transition fut complétée par la victoire des socialistes (PSOE) en 1982. Ce n'était plus le PSOE de 1936, mais c'était néanmoins un symbole que l'Espagne s'éloignait de son passé d'affrontement idéologique. Le PSOE présidera à trois gouvernements, marqués par des politiques néolibérales, la réforme militaire et de grandes manœuvres sur la scène internationale. En 1992, l'Espagne sera l'hôte de l'Exposition universelle à Séville et des Jeux olympiques à Barcelone. C'est sous le PSOE que l'Espagne adhère à la Communauté européenne. Elle sera le principal bénéficiaire des aides communautaires, recevant plus de 120 milliards d'euros en vingt ans, trois fois plus que ce que reçut l'Europe avec le plan Marshall. L'alternance fut confirmée en 1996 par le triomphe de la droite, le Parti populaire. Les scandales de corruption et d'abus de pouvoir des socialistes leur avaient mérité la sanction des électeurs, sans égard au fait que l'Espagne s'inscrivait alors parmi les économies les plus dynamiques d'Europe. Les gouvernements Aznar firent encore mieux. Mais son alignement sur Washington, sa participation à la guerre en Irak et sa tentative de manipuler l'opinion lors de l'attentat islamiste à Madrid allaient le priver d'un troisième mandat.

35. Le gouvernement socialiste de Rodríguez Zapatero rompt avec l'atlantisme inconditionnel d'Aznar. Il fait avancer des causes. En plus de nommer un cabinet paritaire, il

désigne à la vice-présidence une femme, une première. Jamais Franco n'avait désigné une femme dans son gouvernement! Les Espagnoles d'aujourd'hui ne ressemblent pas à leurs mères ou grand-mères dans leur mode de vie. Le divorce (1981) et l'avortement (1985) avaient été légalisés. Le mariage entre personnes du même sexe s'ajoute à la liste, de même que la possibilité d'adoption. Une grande polémique surgit avec la loi sur la « mémoire historique ». Pour les opposants, la législation mémorielle prétendait réécrire l'histoire dans l'optique des seuls vaincus, reprenant en l'inversant la dialectique franquiste des bons et des mauvais. Plusieurs lois réparatrices avaient été votées entre 1976 et 1986, donc celle d'amnistie pour les crimes commis des deux côtés. Cette loi avait un défaut, puisqu'elle associait deux notions bien distinctes : la mémoire est subjective, sélective; l'histoire en revanche est soumise à des règles qui en autorisent la révision. L'« amnésie collective » ne pouvait concerner que les jeunes générations. J. Pérez écrit : « il n'y eut à l'époque de la Transition démocratique aucune amnésie collective, mais une amnistie réciproque, une volonté de réconciliation et pourquoi pas, en effet, celle d'oublier certaines choses... ». Un pacte de l'oubli en somme. Cette loi a ouvert des blessures, mais elle permet aussi de compléter des deuils en rendant possible la recherche des fosses communes et en permettant aux descendants d'enterrer leurs morts. La transition ne s'était accompagnée d'aucune commission de la vérité : le régime était mort dans son lit comme son dictateur. Zapatero, en revanche, n'a pas vu venir la crise financière et immobilière de 2008. Il ne sut arrêter la chute de l'économie et l'escalade des licenciements. Son parti sera à son tour victime d'un vote sanction qui ramena au pouvoir le Parti populaire. Celui-ci, avec Mariano Rajoy à la barre, s'attela au redressement au moyen d'un programme d'austérité qui fit très mal, suscitant la naissance du mouvement des « Indignés » (ou 15-M). Le PP au pouvoir eut aussi à affronter des scandales, tel le sursalaire secret versé à Mariano Rajoy et la corruption liant ce parti et les milieux d'affaires. Les élections municipales et régionales de mai 2015 ont révélé que nombre d'Espagnols ne faisaient plus confiance ni au PP ni au PSOE, votant pour de nouveaux partis plus proches des citoyens tels Podemos (gauche radicale) et Ciudadanos (libéral).

36. Les mœurs ont poursuivi leur évolution. Les naissances hors mariage qui étaient un phénomène marginal vers 1975 (2 %) concernent présentement le quart des enfants. L'union conjugale demeure le cadre de prédilection pour la procréation qui intervient plus tard. L'Espagne est le pays européen où l'âge moyen de la maternité est le plus élevé. Les femmes se marient en moyenne après 28 ans, les hommes après 30 ans. Ces unions demeurent fragiles et les divorces sont nombreux : plus de 9 millions annuellement en 2008 et 2009. En 2009, les mariages civils furent plus nombreux que les mariages religieux, une progression vertigineuse si l'on considère que les mariages civils s'élevaient à 0,4 % en 1975. Le nombre de familles monoparentales a bondi. La crise financière des dernières années a fait chuter le taux d'émancipation des enfants de moins de 34 ans : 55 % d'entre eux continuaient de vivre chez leurs parents. L'homophobie a reculé si l'on considère que le mariage entre personnes du même sexe recueillait le soutien de 70 % des Espagnols pendant que 200 000 opposants défilaient à Madrid pour dénoncer le projet de loi en 2005. La violence domestique est élevée. Selon l'INE, les hommes gagnent en moyenne 23 % de plus que les femmes qui représentent la moitié de la force de travail. De pays d'émigration, l'Espagne est devenu pays d'immigration. Des Espagnols sont revenus, et l'Espagne a connu une avalanche migratoire inédite. Les

étrangers représentaient 12 % de la population en 2012, le plus fort taux en Europe. Plus de 0,7M sont des Marocains. Le discours xénophobe a gagné du terrain. Avec la crise et la hausse dramatique du chômage, nombre de jeunes Espagnols ont choisi de partir et des Latino-Américains de rentrer. L'Espagne demeure pourtant un pays relativement peu peuplé, surtout au centre, si l'on excepte Madrid. Le littoral méditerranéen est en revanche très peuplé. Des experts croient que l'Espagne aura la population la plus vieille d'Europe, avec un âge moyen de 55 ans, en 3^e place après le Japon et la Corée du Sud.

37. La monarchie a vécu des moments difficiles en 2014 qui ont conduit Juan Carlos à abdiquer au profit de son fils Felipe. Le roi avait été éclaboussé par un safari inopportun au Botswana au cours duquel il s'était blessé, et par le scandale financier impliquant le couple princier de l'infante Cristina et d'Iñaki Urdangarin. Ces deux épisodes s'ajoutaient à une trajectoire de frasques personnelles. Seule la censure imposée aux médias a empêché les Espagnols de connaître la réalité derrière l'image très contrôlée : ses liaisons avec des femmes du *jet set*, deux procès en paternité bloqués, une fortune colossale, les coûts faramineux de fonctionnement de la Maison royale. Un mouvement en faveur de l'abrogation de la monarchie se développait en Espagne. On parlait de restaurer la République. Mais les principaux partis ont défendu la monarchie au nom de la Constitution et sans doute au nom du rôle qu'elle avait tenu dans la transition. Juan Carlos avait été l'homme d'un compromis : il avait assuré pour l'opposition un processus démocratique et ouvert et pour les partisans du franquisme l'ordre et l'absence de changements révolutionnaires, d'épurations et de représailles. Avant lui, la monarchie avait été le problème; avec lui, elle devenait la solution à un moment difficile. Il faut reconnaître que plusieurs souverains n'avaient pas été à la hauteur de leurs fonctions. Les scandales de leur vie privée s'étaient ajoutés à d'autres inaptitudes. On n'a pas à remonter à Charles II – doublement incapable dans le lit comme aux commandes – ou à Philippe IV. Ce dernier au moins fut un géniteur prolifique : 7 enfants de son premier mariage, dont 5 moururent en bas âge; 5 enfants avec sa nièce, dont 3 morts; 8 enfants illégitimes (5 entrèrent dans les ordres et connurent des postes élevés). Au total, 20 enfants. Le trio formé par Charles IV, Marie-Louise et Manuel Godoy fut surnommé par les Espagnols : « le cocu, la pute et le maqueur ». Ferdinand VII resta le piètre intrigant qu'il fut en 1808. Isabelle II, que l'on avait mariée pour des raisons d'État à un mari insignifiant, eut plusieurs favoris dont les frasques rendirent la reine « insupportable », d'autant plus qu'elle abusait de ses prérogatives, faisant et défaisant les ministères (32 gouvernements entre 1840 et 1868). Un coup d'État la détrôna et l'exila. Alphonse XIII eut au moins la décence de s'exiler plutôt que de résister et de faire couler le sang.

38. Ainsi s'achève ce parcours rapide d'une histoire singulière. L'histoire de l'Espagne est une aventure collective fascinante. Pensons à ce que fut l'Islam espagnol qui servit de pont à la transmission en Occident d'un héritage venu de l'Orient. Trois grandes religions purent cohabiter sur son territoire pendant plusieurs siècles. L'Espagne devint la destination d'un des grands pèlerinages d'Occident, une expérience de foi et un des éléments de la croisade. Elle vécut au rythme de cette entreprise multiséculaire que fut la Reconquête. Elle fut au cœur de l'épopée des grandes découvertes et de l'« invention » de l'Amérique. Le Siècle d'or installa dans la durée la littérature, l'architecture et les arts plastiques espagnols. L'Espagne fut un empire universel et une puissance hégémonique

aux XVI^e et XVII^e siècles, avant de se transformer en État raté au XIX^e siècle, quand les voyageurs la voient comme un conservatoire de traditions, de couleurs, de costumes, de fêtes et de spectacles ailleurs disparus, et de devenir pendant une bonne partie du XX^e siècle un État tragique, quand s'affrontent dans un combat politique virulent conservatisme et anarchisme, que meurt la seconde république pour avoir prétendu ignorer un siècle de quasi-immobilisme, puis que s'impose la plus longue dictature personnelle d'Europe, remplacée en douceur par une démocratie bourgeoise. En un quart de siècle s'effectue la mutation, grâce entre autres au tourisme, d'un pays pauvre en une nation riche, occupant le 16^e rang (PIB) à l'échelle mondiale. L'Espagne a été successivement à la proue (lutte contre l'Islam, désenclavement planétaire, lutte contre Napoléon) et à la poupe (à l'heure de la révolution industrielle et du libéralisme, coincée dans son isolement, ses déchirements, ses guerres civiles) du vaisseau Europe, tantôt poste avancé, tantôt arrière-garde.

Bibliographie

- Almaric, Jean-Pierre [et al.] *Lexique historique de l'Espagne, XVI^e – XX^e siècle*. A. Colin, 1976.
- Alonso-Pérez, M., Furio Blasco, E. et Birabent Camarasa, C. *Panorama de l'Espagne contemporaine ou 30 ans de transformations politiques, économiques, sociales et culturelles*. Ellipses, 2008.
- Baticle, Jeannine. *Goya*. Fayard, 1992.
- Bennassar, Bartolomé (dir.) *Histoire des Espagnols, VI^e-XX^e siècle*. Laffont, 2001. Synthèse vivante.
- Bennassar, B. *L'homme espagnol : attitudes et mentalités du XVI^e au XIX^e siècle*. Complexe, 2003. Pour comprendre les comportements et valeurs ayant trait à la foi, à la richesse, à l'honneur, à la fête, etc.
- Bennassar, B. *Franco*. Perrin, 1995.
- Bennassar, B. et Lucille. *Le voyage en Espagne*. Laffont, 1998. Anthologie de récits et de descriptions par des voyageurs français du XVI^e au XIX^e siècle.
- Bennassar, B. et B. Bessière. *Espagne : histoire, société, culture*. La Découverte, 2012. Des clés pour comprendre l'Espagne du XXI^e siècle par deux historiens.
- Blanco Freijeiro, Antonio [et al.] *Historia de España*. Historia 16, 1986.
- Broué, Pierre. *La révolution espagnole, 1931-1939*. Flammarion, 1973.
- Del Castillo, Michel et Catherine Dubreuil. *Dictionnaire amoureux de l'Espagne*. Plon, 2005.
- Duviols, Jean-Paul et J. Soriano, *Dictionnaire culturel de l'Espagne*. 2^e éd., Ellipses, 2006.
- Elliott, J.H. *Spain and Its World, 1500-1700*. Yale University Press, 1989.

- L'Espagne: des origines à nos jours*. Pluriel, L'histoire, 2013.
- Fusi, Juan Pablo. *España*. Colegio de México, 2012.
- García Cárcel, Ricardo. *La herencia del pasado. Las memorias históricas de España*. Galaxia Gutenberg, 2013.
- Histoire de l'Espagne*. Tallandier, 2013.
- Kamen, Henry. *Spain's Road to Empire: The Making of a World 1492-1763*. Allen Lane, 2002.
- Nourry, Philippe. *Histoire de l'Espagne. Des origines à nos jours*. Tallandier, 2013.
- Pellistrandi, Benoît. *Histoire de l'Espagne. Des guerres napoléoniennes à nos jours*. Perrin, 2013.
- Pérez, Joseph. *Histoire de l'Espagne*. Fayard, 1997.
- Petrou, Michael. *Renegades: Canadians in the Spanish Civil War*. U.B.C. Press, 2008.
- Rancé, Christiane. *La passion de Thérèse d'Avila*. Albin Michel, 2015.
- Vilar, Pierre. *Histoire de l'Espagne*. PUF, « Que sais-je? », 1968. Un survol qui a connu un grand succès, y compris en Espagne.
- Vilar, P. *La guerre d'Espagne (1936-1939)*. PUF, « Que sais-je? », 1986.

ESPAGNE – CHRONOLOGIE

800 000 av. J.-C. : Présence d'homini-dés, peut-être les premiers Européens, dont les restes sont retrouvés dans la Sierra d'Atapuerca, près de Burgos.

18 000-14 000 av. J.-C. : Des artistes du Magdalénien ornent les grottes d'Altamira, nord de l'Espagne.

Entre les XI^e et V^e siècles av. J.-C. : Les Phéniciens et les Grecs fondent des comptoirs et des colonies : Gadir, Tartessos. Des envahisseurs celtes se mêlent aux Ibères autochtones.

Hispania

3^e -1^{er} siècle av. J.C. : Conquête du sud-est de l'Espagne par les Carthaginois. La prise de Sagunto par Hannibal déclenche la deuxième guerre punique (218-201 av. J.-C.). Rome triomphe mais mettra 200 ans pour conquérir la péninsule (Hispania : Ulterior et Citerior).

1^{er} siècle apr. J.-C. : Début de la diffusion du christianisme.

74 : Rome accorde la citoyenneté latine, puis romaine (212).

II^e s. : Apparition du christianisme. Plusieurs martyrs sous Dioclétien.

409 : Invasion des Vandales et des Suèves venus du nord.

414 : Les Wisigoths les vainquent et instaurent une monarchie. Ils règnent pendant 3 siècles, avec Toledo comme capitale. En 589, le catholicisme devient religion d'État.

Espagne musulmane et reconquête

711 : Bataille de Guadalete: les Maures envahissent et conquièrent la majeure partie de l'Espagne en 2 ans.

722 : Victoire des chrétiens à la bataille de Covadonga.

756 : L'émir Abd-er-Rahman I^{er}, échappé au massacre des

Omeiyades, fait de Cordoue sa capitale.

910-1230 : royaume de León. La Castille est d'abord un comté.

929-1031 : califat de Cordoue, puis fragmentation : les taïfas.

1085 : Toledo est reprise par les chrétiens. Le terme « espagnol » apparaît. Avancées des chrétiens : la Reconquête. Le Cid conquiert Valence.

1090-1145 : « Empire » almora- vide.

1137 : Union du royaume d'Ara- gon et du comté de Barcelone.

1139 : Le Portugal se constitue en état indépendant.

1147-1212 : Unification d'al-An- dalus par les Almohades.

1212 : Victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa.

1230 : Union définitive de Cas- tille et de León.

1469 : Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille unifient l'Es- pagne chrétienne par leur ma- riage. Ils reçoivent du pape le titre de "Rois Catholiques". En 1474, Isabelle succède à Enrique IV de Castille.

1478 : Bulle papale autorisant l'instauration de l'Inquisition par les Rois Catholiques. Torquema- da nommé Inquisiteur général en 1483.

1492 : Fin de la Reconquista avec la chute de Grenade, dernier bastion maure. Expulsion des juifs refusant le baptême. Chris- tophre Colomb découvre l'Amé- rique.

1496 : Juana, fille d'Isabelle et de Ferdinand, épouse Felipe, fils de l'empereur Maximilien d'Au- triche.

1499 : 4000 Maures baptisés à Toledo sur ordre des Rois Catho- liques.

1504 : Mort d'Isabelle; Ferdinand devient régent de la couronne au nom de sa fille Juana la Loca (Jeanne la Folle) et, plus tard, de son petit-fils Carlos.

L'Espagne sous les Habsbourg

1516 : Mort de Ferdinand; son petit-fils devient Carlos I d'Es- pagne. En 1519, suite au décès de Maximilien d'Autriche. Carlos est élu empereur du Saint-Em- pire romain germanique sous le nom de Karl V (Charles Quint). 1519 : Cortés débarque au Mexique.

1521-1556 : Carlos I mène 5 guerres contre les Français et freine l'expansion de François I^{er}.

1532 : Pizarro débarque au Pé- rou.

1556 : Felipe II succède à Carlos I qui abdique.

1561 : La capitale est transférée de Toledo à Madrid, qui devient un centre politique et artistique majeur.

1571 : Victoire des Espagnols sur les Turcs lors de la bataille de Lépante; l'Espagne contrôle la Méditerranée.

1580-1640 : Union dynastique du Portugal et de l'Espagne.

1588 : Défaite de l'Invincible Ar- mada par les Anglais; l'Espagne n'est plus une puissance mari- time.

1598 : Mort de Felipe II. Malgré les richesses du Nouveau Monde, son immense empire est criblé de dettes après 70 ans de guerres et de réalisations architecturales somptueuses.

17^e siècle : Âge d'or de l'art et de la littérature sous les règnes de Felipe III, Felipe IV et Carlos II mais déclin économique et poli- tique.

1609-11 : Expulsions des *moris- cos*.

1618-1648 : Guerre de Trente Ans. L'indépendance des Pays- Bas est reconnue par le traité de Westphalie.

1659 : Le traité des Pyrénées met fin à la guerre avec la France. La fille de Felipe IV est fiancée à Louis XIV.

1667-1697 : Nouvelles guerres contre la France.

1700 : Carlos II meurt sans héritier. Il a désigné comme successeur Philippe d'Anjou, ce qui offense l'empereur Léopold qui soutient son fils, l'archiduc Charles.

L'Espagne sous les Bourbons

1702-1714 : Guerre de succession d'Espagne; accession au trône de Felipe V de Bourbon. L'Aragon, Valence et la Catalogne, partisans de Charles, perdent de leurs privilèges. *Nueva Planta* (1716).

1714 : Real Academia de la Lengua : *Diccionario de Autoridades* (1726-39).

1750-1788 : Règne de Carlos III, un roi éclairé.

1788 : Carlos IV monte sur le trône; roi faible, il laisse son épouse Maria Luisa et le favori de celle-ci, Godoy, gouverner.

1793 : Mort de Louis XVI; guerre franco-espagnole.

1804 : Napoléon sacré empereur; rapprochement franco-espagnol.

1805 : Soutien de l'Espagne à la France dans la guerre de Trafalgar est un revers cuisant pour l'Espagne et marque la fin de sa puissance navale.

Occupation française

1808 : Napoléon occupe le pays, fait arrêter Carlos IV et son fils Fernando, et proclame son frère, Joseph, roi. L'insurrection de Madrid marque le début de la guerre d'indépendance. *Tres de Mayo*.

1811 : Déclaration d'indépendance du Venezuela, suivi par la plupart des autres colonies d'Amérique latine.

1812 : Constitution libérale de Cadix.

1814 : Fernando, libéré par Napoléon, tente de rétablir une monarchie absolue.

Guerres et pronunciamientos

1820 : Rébellion libérale à Cadix, une insurrection militaire qui inaugure une série de *pronunciamientos* (les militaires politiques). Fernando reprend le pouvoir en 1823 avec l'aide des troupes françaises (« Cent mille fils de Saint-Louis »).

1833 : Mort de Fernando VII. Son frère Don Carlos et sa fille Isabel II se disputent le trône, provoquant la première guerre carliste (1833-39) entre les libéraux (qui soutiennent Isabel) et les conservateurs.

1835 : Lois de Mendizábal contre la propriété ecclésiastique. 1847-49 : Deuxième guerre carliste.

1862-68 : Crise de la monarchie. 1872-78 : Troisième guerre carliste

République et restauration

1873 : Proclamation de la Première République.

1874 : Alfonso XII, fils d'Isabelle II, monte sur le trône. La restauration des Bourbons ramène la paix.

1898 : Guerre contre les États-Unis avec, comme conséquence, l'indépendance de Cuba et la perte des Philippines et de Porto Rico; fin de l'empire colonial.

Monarchie en crise, république et guerre civile

1900-20 : Anarchistes et régionalistes (catalans) s'affirment (attentats, grèves).

1914-18 : Neutralité de l'Espagne; mécontentement grandissant sur son territoire.

1923 : Le général Primo de Rivera instaure une dictature avec l'accord du roi et l'appui de l'Église. L'ordre est rétabli mais l'opposition ouvrière prend de l'ampleur.

1930 : Primo de Rivera en exil, remplacé par le général Berenguer.

1931 : Les républicains prennent le pouvoir en Catalogne. Proclamation de la Seconde République.

1933 : José Antonio Primo de Rivera fonde la Phalange, hostile au séparatisme; montée de l'opposition de droite.

1934 : La Catalogne proclame son autonomie. Insurrection brutalement réprimée dans les Asturies.

1936 : Le Front populaire, de gauche, remporte les élections. Le général Franco adhère à la rébellion depuis le Maroc. La guerre civile débute et les nationalistes reçoivent le soutien de l'Allemagne et de l'Italie.

Dictature franquiste

1936 : Franco à la tête des nationalistes. Il s'installe à Burgos pendant que les Républicains tiennent Madrid.

1939 : Victoire des nationalistes dans la guerre civile. Lois de répression. Abrogation des autonomies.

1941 : Franco soutient l'Allemagne sans s'engager dans la guerre.

1945 : L'Espagne est exclue de l'ONU. L'étape « national-catholique » (1945-59).

1953 : L'Espagne accueille des bases américaines en échange d'une aide de 226 millions de dollars.

1955 : Entrée aux Nations unies.

1960-1970 : Décennie marquée par un développement sous des ministres technocrates. Agitation sociale : ETA, grèves, exécutions.

1969 : Juan Carlos est proclamé héritier du trône. Carrero Blanco devient l'homme fort au service de Franco. Assassiné en 1973.

Monarchie, réformes, démocratie

1975 : Mort de Franco. Juan Carlos devient roi et établit un État démocratique. Adolfo Suárez sera l'homme clé de la transition.

1977 : Premières élections libres depuis 40 ans.

1978 : nouvelle Constitution : une monarchie constitutionnelle, légalisation des partis, des syndicats libres et reconnaissance des autonomies.

1982 : Victoire triomphale des socialistes (PSOE) aux élections.

1986 : L'Espagne rejoint la Communauté européenne et l'OTAN.

1992 : Exposition universelle à Séville; Jeux olympiques à Barcelone.

1996 : Les conservateurs (Partido popular) gagnent les élections. José María Aznar devient premier ministre après un accord avec les nationalistes catalans et basques qui maintiennent l'équilibre du pouvoir.

1999 : Reprise des violences de l'ETA.

2000 : Second mandat du PP.

2002 : L'euro remplace la peseta. Marée noire sur la côte nord-ouest du pays.

2004 : Attentats à Madrid, faisant 191 victimes, attribués à un groupe islamique. Élections législatives remportées par les socialistes (PSOE), emmenées par

José Luis Rodríguez Zapatero (2004-11).

2006 : Cessez-le-feu « permanent » de l'ETA en mars, rompu en déc.

2007 : L'ETA met officiellement un terme à sa trêve de 14 mois.

Loi de la Mémoire historique sur la guerre civile et le franquisme.

2008 : Le réseau à grande vitesse AVE relie Barcelone à Madrid.

2009 : Le Pays basque élit son premier gouvernement non nationaliste depuis la restauration de la démocratie.

2010 : Répercussions de la crise bancaire internationale : fin du boom immobilier, augmentation du taux de chômage et de la dette nationale.

2011 : Violent séisme dans la région de Lorca, Murcie. En oct., l'ETA annonce l'arrêt définitif de son action armée, avant de se dissoudre en 2018. Mariano Rajoy (PP) remporte des élections législatives anticipées dues à la crise financière. Naissance du mouvement des « Indignés » : 15-M.

2015 -17: les indépendantistes obtiennent une majorité en Catalogne. La Generalitat organise un référendum sur l'indépendance en dépit de l'opposition de Madrid qui invoque l'art. 155 de la Constitution pour intervenir et administrer la région.

2015 : Les élections législatives de déc. confirment la fin du bi-

partisme (PSOE et PP) avec l'entrée au parlement de Podemos (gauche radicale) et Ciudadanos (centre-droite).

2015 -17: les indépendantistes obtiennent une majorité en Catalogne. La Generalitat organise un référendum sur l'indépendance en dépit de l'opposition de Madrid qui invoque l'art. 155 de la Constitution pour intervenir et administrer la région. Un bras de fer s'ensuit entre Barcelone et Madrid.

2018 : Le gouvernement Rajoy est renversé par une motion de censure. Le PSOE avec Pedro Sánchez lui succède. Son cabinet compte 11 femmes et 6 hommes. Le gouvernement annonce qu'il procédera à l'exhumation des restes de Franco afin de les retirer du mausolée de Valle de los Caídos (réalisée en oct. 2019).

2019 : Formation d'un gouvernement de coalition entre le PSOE et Unidas Podemos, le premier depuis le retour de la démocratie. L'investiture de Pedro Sánchez (jan. 2020) aura lieu grâce à l'abstention d'un parti catalan républicain (ERC) et d'un parti basque (Bildu). Le chef du gouvernement accepte d'ouvrir un dialogue avec son homologue catalan.

** Adapté de l'ouvrage *Espagne* (Gallimard) avec plusieurs compléments tirés de diverses sources.